

Avec l'accaparement des terres, le monde perdra sa capacité à se nourrir

Capitaine
Martin

18 décembre
2014



L'accaparement des terres (*land grabbing* selon le néologisme introduit en anglais) désigne l'acquisition controversée de grandes étendues agricoles auprès des pays en voie de développement par des entreprises transnationales et gouvernementales.

Au cours des sept dernières années, [celles-ci ont fait main basse sur quelque 86 millions d'hectares, ce qui représente pas moins du cinquième de la superficie de l'Italie](#). [Éric Holt-Giménez, directeur de Food first](#), a délivré ces informations lors du [salon international du goût](#), qui s'est tenu à Turin fin octobre.

L'organisation internationale [Grain propose aujourd'hui un nouvel ensemble de données concernant 416 exemples récents d'accaparement des terres à grande échelle](#), qui sont exclusivement le fait d'investisseurs étrangers. Les terres dont s'emparent ces derniers sont destinées à la production de cultures alimentaires et couvrent une superficie de près de trente-cinq millions d'hectares dans soixante-six pays.

Grain a accompli un travail de fourmi en établissant la liste complète de tous les accords fonciers existants (l'organisation s'est néanmoins limitée aux accords lancés après 2008 qui n'ont pas été annulés et qui impliquent de vastes superficies). Cet ensemble d'accords fournit une illustration saisissante de la rapidité avec laquelle l'agro-business s'est installé dans les crises alimentaires depuis les [crises alimentaire et financière de 2008](#), arrachant la production alimentaire des mains des paysans et des communautés locales.

Le travail mené par Grain souligne bel et bien que l'Afrique est la cible première de l'accaparement des terres. Mais on peut souligner la place occupée dans ce drame par l'Amérique latine, l'Asie et l'Europe de l'Est. L'accaparement des terres est indéniablement un phénomène planétaire.

Toutes les données rassemblées par Grain brossent un portrait très clair de l'identité des 298 principaux accapareurs. Si la majorité de ceux qui ont été recensés dans l'étude appartiennent au secteur de l'agroalimentaire, les sociétés financières et les fonds souverains sont responsables d'un tiers des accords. Et très souvent, les intérêts des sociétés se chevauchent. On voit ainsi que [Cargill, l'une des plus grandes entreprises alimentaires d'agroalimentaire](#), a acquis des centaines de milliers d'hectares de terres agricoles par le biais de son fonds de couverture, [Black River Asset Management](#).

Les investisseurs basés en Europe et en Asie sont environ responsables des deux tiers des cas d'accaparement des terres. Il est intéressant de constater que la Grande-Bretagne, comme Singapour et Maurice, servent de paradis fiscaux aux accapareurs et, souvent, la véritable base active des sociétés est basée dans un autre pays.

Dans le palmarès des accapareurs, il faut évidemment citer les États-Unis, tout en haut de la liste avec quarante et un cas d'accaparements, puis les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite qui représentent à eux deux, trente-neuf cas.

« *Nous avons une loi qui défend la terre mais qui n'est pas appliquée* », affirme Ana Paula Tauacale, vice-présidente de l'Union nationale des paysans du Mozambique. Cette battante a récemment lancé une pétition visant à stopper [ProSavana](#). Ce programme d'investissement considérable basé au Mozambique implique également le Brésil et le Japon. Le projet a pour objectifs de développer des terres agricoles en monocultures industrielles destinées à l'exportation. Cette surface d'environ 14,5 millions d'hectares se situe dans le corridor de Nacala au nord du Mozambique et est actuellement utilisée par de petits exploitants agricoles.

Cette campagne a été un succès au niveau national. Des efforts sont néanmoins encore en cours pour coordonner la lutte entre les organisations de société civile au Brésil et au Japon. Les gouvernements de ces deux pays sont en effet impliqués dans le projet en procédant à des investissements et à des expertises techniques. Toutefois, le soutien à un niveau régional est encore requis étant donné que les accaparements de terre, un phénomène en croissance dans la communauté de développement d'Afrique australe, met en péril la sécurité alimentaire ainsi que le contrôle de l'eau et des semences.

La situation est alarmante. Des informations proviennent sans cesse d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, révélant que les communautés locales sont dépossédées, comme jamais auparavant, de leurs seules sources de nourriture et de la sécurité de leurs moyens de subsistance. Il est courant aujourd'hui d'entendre dire que les petits producteurs produisent la majorité de l'alimentation mondiale. [Mais combien d'entre nous se rendent compte qu'ils le font avec moins d'un quart de la surface agricole mondiale](#), et que cette part, déjà maigre, se réduit comme une peau de chagrin ? Si les petits producteurs continuent à perdre l'essence même de leur existence, le monde perdra tout simplement sa capacité à se nourrir.

»» <http://www.resistance-politique.fr/article-avec-l-accaparement-des-ter...>